

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 160, § 3ter, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage est complété comme suit :

« 3° aux travailleurs de l'industrie hôtelière qui peuvent justifier d'au moins 150 jours de travail effectif, dont 75 jours ininterrompus, dans les 18 mois qui précèdent immédiatement chaque demande. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er août 1985.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 14 août 1985.

BAUDOUIIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

F. 85 — 1798

28 AOUT 1985. — Arrêté royal modifiant les articles 180, 473, 478, 486, 487, 488 et 489 du Règlement général pour la protection du travail (1)

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 juin 1952 concernant la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la salubrité du travail et des lieux de travail, notamment l'article 1, § 1, modifié par les lois des 17 juillet 1957 et 16 mars 1971;

Vu le Règlement général pour la protection du travail, approuvé par les arrêtés du Régent des 11 février 1946 et 27 septembre 1947, notamment l'article 180, modifié par l'arrêté royal du 16 avril 1965, et les articles 473, 478, 486, 487, 488 et 489;

Vu l'avis du Conseil supérieur de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'article 180, 4°, du Règlement général pour la protection du travail, modifié par l'arrêté royal du 16 avril 1965, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 5, les mots « au moins une atmosphère et demie effective » sont remplacés par les mots « au moins 1,5 bar effectif »;

2° à l'alinéa 7, les mots « au moins deux atmosphères et demie effectives » sont remplacés par les mots « 2,5 bars effectifs ».

Art. 2. Dans l'article 473, alinéa 2, du même règlement, les mots « deux atmosphères effectives » sont remplacés par les mots « deux bars effectifs ».

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 10 juin 1952, *Moniteur belge* du 19 juin 1952;

Loi du 17 juillet 1957, *Moniteur belge* du 26 juillet 1957;

Loi du 16 mars 1971, *Moniteur belge* du 30 mars 1971;

Arrêté du Régent du 11 février 1946, *Moniteur belge* des 3 et 4 avril 1946;

Arrêté du Régent du 27 septembre 1947, *Moniteur belge* des 3 et 4 octobre 1947;

Arrêté royal du 16 avril 1965, *Moniteur belge* du 4 juin 1965.

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten 'en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 160, § 3ter, eerste lid, van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid wordt aangevuld als volgt :

« 3° de werknemers in het hotelbedrijf die ten minste 150 dagen werkelijke arbeidsdagen in aanmerking kunnen doen nemen, waarvan 75 dagen ononderbroken, in de 18 maanden die onmiddellijk voorafgaan aan iedere aanvraag. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 augustus 1985.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 14 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

N. 85 — 1798

28 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 180, 473, 478, 486, 487, 488 en 489 van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 10 juni 1952 betreffende de gezondheid en de veiligheid van de werknemers, alsmede de salubriteit van het werk en van de werkplaatsen, inzonderheid op artikel 1, § 1, gewijzigd bij de wetten van 17 juli 1957 en 16 maart 1971;

Gelet op het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, inzonderheid op artikel 180, gewijzigd bij koninklijk besluit van 16 april 1965, en op de artikelen 473, 478, 486, 487, 488 en 489;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 180, 4°, van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 april 1965, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vijfde lid worden de woorden « ten minste anderhalve effectieve atmosfeer » vervangen door de woorden « een verhoogde druk van ten minste 1,5 bar »;

2° in het zevende lid worden de woorden « onder een druk van ten minste twee en een halve effectieve atmosfeer » vervangen door de woorden « onder een verhoogde druk van 2,5 bar ».

Art. 2. In het artikel 473, tweede lid, van hetzelfde reglement worden de woorden « een overdruk van meer dan 2 atmosfeer » vervangen door de woorden « een verhoogde druk van meer dan 2 bar ».

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 10 juni 1952, *Belgisch Staatsblad* van 19 juni 1952;

Wet van 17 juli 1957, *Belgisch Staatsblad* van 26 juli 1957;

Wet van 16 maart 1971, *Belgisch Staatsblad* van 30 maart 1971;

Besluit van de Regent van 11 februari 1946, *Belgisch Staatsblad* van 3 en 4 april 1946;

Besluit van de Regent van 27 september 1947, *Belgisch Staatsblad* van 3 en 4 oktober 1947;

Koninklijk besluit van 16 april 1965, *Belgisch Staatsblad* van 4 juni 1965.

Art. 3. Dans l'article 478 du même règlement, les mots « dixièmes d'atmosphère » sont remplacés par les mots « dixièmes de bar (ou dix millièmes de pascal) ».

Art. 4. L'article 486 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 486. Pendant le travail, la compression de l'air sera réalisée et maintenue de manière à éviter les variations brusques supérieures à deux dixièmes de bar ».

Art. 5. L'article 487 du même règlement est abrogé.

Art. 6. L'article 488 du même règlement ainsi que la note y afférente concernant l'emploi judicieux du temps de décompression sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 488. L'employeur qui se propose d'occuper un ou plusieurs travailleurs sous une pression effective de 0,1 bar ou plus en informe le médecin-inspecteur du travail compétent, par écrit et trente jours au moins avant le début des travaux. Cette information comporte les indications suivantes :

a) le lieu ou les lieux où les travaux seront effectués, la date et l'heure du début des travaux ainsi que leur durée probable;

b) le nom de tous les travailleurs susceptibles d'être occupés dans ces conditions ainsi que des préposés aux sas;

c) un plan de travail complet comportant, entre autres, une énumération des travaux à exécuter, la profondeur à laquelle ces travaux s'effectueront, la pression effective dans laquelle ils seront effectués ainsi que l'organisation du travail;

d) la dénomination du service médical du travail ainsi que le nom du médecin du travail qui a fourni les directives visées à l'article 488bis.

Lorsqu'il s'agit d'une installation fixe, cette information est répétée annuellement. Dans ce cas toutefois, l'information se limite au lieu de l'installation, à la nature des travaux à effectuer et aux indications figurant sub b et d. »

Art. 7. Les articles 488bis, 488ter, 488quater, 488quinquies, 488sexies, rédigés comme suit, sont insérés dans le même règlement :

« Art. 488bis. Avant le début des travaux visés à l'article 488, alinéa 1er, l'employeur demande des directives au médecin du travail. Avant d'établir et de communiquer ces directives à l'employeur, le médecin du travail consulte le Comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail ou, à son défaut, la délégation syndicale, l'employeur et le chef du service de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail.

Les directives répondent aux connaissances scientifiques les plus récentes et se rapportent entre autres :

a) aux tableaux de compression et de décompression adaptés aux circonstances;

b) à l'hygiène sur le lieu de travail;

c) à l'hygiène personnelle;

d) aux premiers soins appropriés, compte tenu de l'article 180, 4^e.

Art. 488ter. L'employeur communique les directives du médecin du travail au Comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail ou, à son défaut, à la délégation syndicale. Cette communication se fait lors d'une réunion à laquelle assiste le médecin du travail.

L'employeur veille à ce que les travailleurs intéressés soient oralement mis au courant des directives.

En outre, sur tous les lieux de travail où la pression effective est d'au moins 0,1 bar, l'employeur tient une copie de ces directives, de même que le registre dont question à l'article 488quater, à la disposition de l'Inspection médicale; les membres du Comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail ou, à son défaut, de la délégation syndicale ainsi que les travailleurs concernés peuvent en prendre connaissance.

Art. 488quater. Pendant toute la durée des travaux visés à l'article 488 l'employeur tient sur tous les lieux de travail visés à l'article 488ter, alinéa 3, un registre auquel sont jointes les données de l'enregistrement obligatoire automatique des pressions dans les chambres de travail et dans les sas.

Art. 3. In artikel 478 van hetzelfde reglement worden de woorden « tienden atmosfeer » vervangen door de woorden « tienden bar (of tienduizendsten pascal) ».

Art. 4. Artikel 486 van hetzelfde reglement wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 486. Gedurende de werkzaamheden, moet de samendrukking van de lucht zo geregeld zijn en blijven dat plotselinge schommelingen van meer dan twee tiende bar voorkomen worden ».

Art. 5. Artikel 487 van hetzelfde reglement wordt opgeheven.

Art. 6. Artikel 488 van hetzelfde reglement alsmede de erbij horende nota in tabelvorm betreffende de wijze waarop het uitschutten moet gebeuren worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 488. De werkgever die één of meer werknemers onder een verhoogde druk van 0,1 bar of meer wil tewerkstellen, meldt dit schriftelijk en ten minste dertig dagen vóór het begin van de werkzaamheden aan de bevoegde geneesheer-arbeidsinspecteur. In die melding komen volgende gegevens voor :

a) de plaats of plaatsen waar de werkzaamheden zullen worden verricht, de datum en het uur waarop zij zullen aanvangen en de vermoedelijke duur ervan;

b) de naam van al de werknemers die onder deze omstandigheden kunnen tewerkgesteld worden en van de bedienaars van de schutsluizen;

c) een volledig werkplan met onder meer, een opgave van de uit te voeren werkzaamheden, de diepte waarop die werkzaamheden zullen worden verricht, de verhoogde luchtdruk waaronder zal worden gewerkt en de organisatie van het werk;

d) de benaming van de arbeidsgeneeskundige dienst en de naam van de arbeidsgeneesheer die de in artikel 488bis bedoelde richtlijnen heeft gegeven.

In geval het een vaste installatie betreft, wordt die melding jaarlijks herhaald. De melding blijft dan evenwel beperkt tot de plaats van de installatie, de aard van de te verrichten werkzaamheden en de sub b en d vermelde gegevens. »

Art. 7. De artikelen 488bis, 488ter, 488quater, 488quinquies, 488sexies, luidend als volgt, worden in hetzelfde reglement ingevoegd :

« Art. 488bis. De werkgever vraagt voor de aanvang van de in artikel 488, eerste lid bedoelde werkzaamheden, richtlijnen aan de arbeidsgeneesheer. Vooraleer deze richtlijnen op te stellen en aan de werkgever over te maken raadpleegt de arbeidsgeneesheer het comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen of, bij ontstentenis ervan, de vakbondsafvaardiging, de werkgever en het hoofd van de dienst voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen.

De richtlijnen houden rekening met de meest recente wetenschappelijke kennis en hebben onder andere betrekking op :

a) de aan de omstandigheden aangepaste in- en uitschuttingstabiliteit;

b) de hygiëne op de arbeidsplaatsen;

c) de persoonlijke hygiëne;

d) de bijzondere eerstehulpverlening, gelet op artikel 180, 4^e.

Art. 488ter. De werkgever stelt het comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen of, bij ontstentenis ervan, de vakbondsafvaardiging in kennis van de richtlijnen van de arbeidsgeneesheer. Dit gebeurt op een vergadering waarop de arbeidsgeneesheer aanwezig is.

De werkgever zorgt ervoor dat de betrokken werknemers mondeling op de hoogte worden gesteld van de richtlijnen.

Bovendien houdt de werkgever bij elke arbeidsplaats waar een verhoogde luchtdruk heerst van ten minste 0,1 bar een afschrift van deze richtlijnen alsmede het in artikel 488quater bedoelde register ter beschikking van de Medische Inspectie en ter inzage van de leden van het comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing van de werkplaatsen of, bij ontstentenis ervan, van de vakbondsafvaardiging, en tevens ter inzage van de betrokken werknemers.

Art. 488quater. Zolang de in artikel 488 bedoelde werkzaamheden duren houdt de werkgever bij elke in artikel 488ter, derde lid bedoelde arbeidsplaats een register bij, waarbij de gegevens van de verplichte automatische drukregistratie in de werkkamers en in de schutsluizen zijn gevoegd.

Dans ce registre, sont notés de manière bien ordonnée :

a) la date;
b) le nom de chaque personne qui est introduite dans le sas, le temps qui s'est écoulé depuis son précédent séjour sous une pression effective de 0,1 bar ou plus, toutes les autres données qui sont nécessaires pour apprécier le degré de saturation avant une nouvelle introduction dans le sas, entre autres, la pression la plus élevée mesurée pendant le précédent séjour ainsi que la durée totale de ce séjour sous pression élevée;

c) l'heure du début de la compression, la durée de la compression et la pression à la fin de la compression;

d) les éventuels changements de pression pendant les travaux et la raison de ces changements;

e) l'heure du début et de la fin de la décompression.

Au moins une fois par mois, le registre ainsi que les données de l'enregistrement obligatoire automatique des pressions sont vérifiés sur place par le médecin du travail.

Le médecin du travail note les indications de ce registre dans le dossier médical des travailleurs concernés.

L'employeur conserve le registre pendant un mois à dater du dernier enregistrement, ensuite il le remet à son médecin du travail qui en communique une copie au médecin-inspecteur du travail compétent.

Art. 488quinquies. Il est interdit d'occuper des travailleurs à des travaux en caisson sous une pression effective dépassant 3 bars.

Art. 488sexies. Sans préjudice des prescriptions de l'article 488bis, le Ministre peut publier des tableaux de compression et de décompression donnant des limites en-dessous desquelles on ne peut jamais descendre.

A défaut de tels tableaux, l'employeur ou son délégué consulte le médecin-inspecteur du travail compétent. »

Art. 8. L'article 489 du Règlement général pour la protection du travail est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 489. Le médecin du travail de l'employeur visé à l'article 488 détermine les directives à afficher sur place par l'employeur. »

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 10. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

MINISTERE DE CLASSES MOYENNES

F. 85 — 1799

1^{er} SEPTEMBRE 1985. — Arrêté royal fixant, pour l'année 1985, la fraction visée à l'article 127, § 2, 3^o, de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, notamment l'article 127, § 2, 3^o;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

In dat register worden op overzichtelijke wijze genoteerd :

a) de datum;

b) de naam van iedere persoon die wordt ingeschut, de tijd die verlopen is sinds zijn vorige verblijf onder een verhoogde luchtdruk van 0,1 bar of meer, alle andere gegevens die noodzakelijk zijn om de saturatiegraad vóór een nieuwe inschutting te beoordelen, onder meer de hoogste druk die tijdens het vorige verblijf werd gemeten evenals de totale duur van vorig verblijf in verhoogde luchtdruk;

c) het aanvangsuur van het inschutten, de duur van het inschutten en de druk bij het einde van het inschutten;

d) de eventuele drukveranderingen tijdens de werkzaamheden en de reden hiervoor;

e) het aanvangsuur en de duur van het uitschutten.

Het register wordt ten minste éénmaal per maand, samen met de gegevens van de verplichte automatische drukregistratie, door de arbeidsgeneesheer ter plaatse nagekeken.

De arbeidsgeneesheer noteert de gegevens uit dit register in het medisch dossier van de betrokken werknemers.

De werkgever bewaart het register tot een maand na de datum van de laatste registratie en overhandigt het nadien aan zijn arbeidsgeneesheer die een kopie ervan aan de bevoegde geneesheer-arbeidsinspecteur bezorgt.

Art. 488quinquies. Het is verboden werknemers caissonarbeid te laten verrichten onder een verhoogde luchtdruk van meer dan 3 bar.

Art. 488sexies. Onverminderd de bepalingen van artikel 488bis kan de Minister in- en uitschuttingstabellen uitvaardigen, die grenswaarden aangeven waaronder nooit mag worden gegaan.

Bij afwezigheid van dergelijke tabellen dient de werkgever of zijn afgevaardigde de bevoegde geneesheer-arbeidsinspecteur te raadplegen. »

Art. 8. Artikel 489 van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 489. De arbeidsgeneesheer van de in artikel 488 bedoelde werkgever bepaalt welke richtlijnen ter plaatse door de werkgever worden uitgehangen. »

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de derde maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 10. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

N. 85 — 1799

1 SEPTEMBER 1985. — Koninklijk besluit tot vaststelling, voor het jaar 1985, van de breuk beoogd in artikel 127, § 2, 3^o, van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, inzonderheid op artikel 127, § 2, 3^o;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;